La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 72 – mars 2013 – 5,50 €

Dossier thématique

Les maquis dans la Résistance

Il y a soixante-dix ans
Quelques dates pour se souvenir

Dans cette nouvelle rubrique, initiée en mars 2011, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure de 1941 à 1945. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

Photo Paul Deval

Le 10 mars 1943 à Romans-sur-Isère (Drôme), manifestation à l'occasion d'un départ pour l'Allemagne de jeunes requis pour le Service du Travail Obligatoire.

1er trimestre 1943

26 janvier

Naissance des Mouvements Unis de Résistance (MUR), qui résultent de la fusion des trois principaux mouvements de zone Sud : Combat, Libération, Franc-Tireur. Si les journaux de chaque mouvement restent autonomes, les autres services doivent se fondre dans une organisation unique, qui se mettra progressivement en place durant le premier semestre 1943. Cette fusion marque une étape importante vers l'unification de la Résistance, pour plusieurs raisons : elle concrétise un rapprochement politique entre les mouvements, malgré leurs différences de recrutement, et une nouvelle étape après la création d'une Armée Secrète unifiée. Elle permet aussi un progrès dans la structuration de l'ensemble des organisations clandestines : le mouvement le plus avancé sur ce plan, Combat, inspire largement l'organisation des MUR, et par contrecoup celle des services centraux de la Résistance qui se mettent progressivement en place sous l'égide de Jean Moulin. Le délégué du général de Gaulle, qui a poussé à cette fusion, assiste ès qualités aux réunions du comité directeur des MUR.

27 janvier-15 avril

Mission clandestine Arquebuse-Brumaire. Pour coordonner les mouvements de zone Nord, la France Libre envoie en France le chef de ses services secrets en personne, Passy (Arquebuse) et son adjoint Pierre Brossolette (Brumaire), pionnier de la Résistance qui a rejoint Londres. Celui-ci, en charge des questions politiques, arrive le 27 janvier ; il est rejoint un mois plus tard par Passy, qui traitera le domaine paramilitaire (accompagné d'un officier britannique du SOE, Yeo-Thomas). Les deux hommes abattent un travail considérable : les forces et les faiblesses des principales organisations sont inventoriées, Passy met en place des « centrales » de transmission au BCRA des renseignements recueillis par les mouvements. Sur le plan politique, la mission s'abstient d'appliquer les dernières instructions de De Gaulle (apportées par Passy) pour la création d'un Conseil national de la Résistance. Jugeant les mouvements hostiles à un organisme qui leur associerait les partis et les syndicats, Brossolette s'en tient à sa mission initiale : la création d'un comité de coordination de zone Nord réunissant cinq grands mouvements. Jean Moulin ne pourra que l'entériner, ce qui n'entravera d'ailleurs pas la formation du CNR. À l'égard de celui-ci, le comité a peut-être joué un rôle utile de transition.

16 février

Loi du gouvernement de Vichy instaurant le Service du Travail Obligatoire en Allemagne. D'un coup, elle étend à trois classes d'âge (les jeunes gens nés en 1921, 1922 et 1923, avec quelques exemptions) les réquisitions de main-d'œuvre qui visaient jusqu'ici des ouvriers spécialisés. C'est sans doute la mutation majeure dans l'histoire de la Résistance, par une succession d'effets en cascade. La loi provoque progressivement un véritable mouvement de désobéissance civile. Quoi qu'il ne devienne massif qu'à l'été, et qu'il prenne souvent la forme de « planques » fournies individuellement aux jeunes par leur entourage, il offre pour la première fois l'opportunité aux organisations clandestines de prouver leur utilité concrète et immédiate à de larges couches de la population, et par là même d'augmenter considérablement leur recrutement. C'est aussi un défi, qui les oblige parfois à canaliser des formes de contestation collectives (manifestations), mais surtout à faire passer à un stade « industriel » des activités qu'elles pratiquent déjà (propagande, faux papiers, planques), et à en improviser d'autres, en particulier l'accueil collectif de certains jeunes réfractaires dans des régions boisées ou montagneuses. Ces « maquis », dont les tout premiers étaient déjà nés en 1942 pour abriter des résistants pourchassés ou fuir les premières réquisitions, vont provoquer l'extension au monde rural d'une Résistance jusqu'alors essentiellement urbaine par ses formes de lutte.

LE FRANC-TIREUR

Traître à la République et à la Liberté le vieillard de Montoire

LIBÉRATION

COMBAT

FRANC-TIREUR

La Jeunesse française répond : Merde

combat

LE PEUPLE A CHOISI

Fondation de la Résistance

Les journaux des trois principaux mouvements de la zone Sud rappellent dans leur têtière qu'ils sont les organes des Mouvements Unis de Résistance (*Le Franc-Tireur* du 1er décembre 1943, *Libération* du 1er mars 1943, *Combat* du 15 avril 1943)

Musée de l'Ordre de la Libération

Pierre Brossolette (à g.), André Dewavrin alias Passy (à d.)

En couverture : Maquis de Venelles, pays Aixois, été 1944. Membre des Francs Tireurs et Partisans, Julia Pirotte (1907-2000) a pu prendre ce cliché dans le maquis.
© *Photo Julia Pirotte – Droits réservés succession Julia Pirotte.*

Sommaire

DOSSIER THEMATIQUE

- L'histoire des maquis : évolutions historiographiques et état des connaissances
  par Fabrice Grenard ..... **p. I**
- L'étude d'un maquis à partir d'une photographie : l'exemple des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur
  par Frantz Malassis ..... **p.VI**
- Le témoignage d'un chef de maquis: Gleb Sivirine, chef du maquis Vallier
  par Emeline Vanthuyne ..... **p.VII**
- Les cartes des maquis
  par Bruno Leroux ..... **p.VIII**

Mémoire et réflexions
- Il y a soixante-dix ans. Quelques dates pour se souvenir. ..... p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance
- Les 20 ans de la Fondation ..... p. 4
- Activités du département AERI ..... p. 7
- Hommage à Stéphane Hessel ..... p. 8
- Fédération des lauréats du CNRD ..... p. 8

Les activités de MER
Association des amis de la Fondation de la Résistance ..... p. 5

Livres ..... p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Fabrice Bourrée, Marc Fineltin, Fabrice Grenard, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Laurence Thibault, Emeline Vanthuyne.
Maquette, photogravure et impression : **36nco**, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 72 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1115A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

DR

Le mot du Président

En ce mois de mars, la Fondation de la Résistance fête ses 20 ans. C'est en effet le 5 mars 1993 que des résistants représentatifs de tous les courants de pensées ont obtenu que la structure pérenne et œcuménique qu'ils espéraient tant soit créée et reconnue d'utilité publique. Dépositaires d'un passé exceptionnel, ils voulaient assurer la transmission aux jeunes générations du souvenir de la Résistance française et des valeurs patriotiques et universelles pour lesquelles, eux et leurs camarades, avaient combattu. Reprenant comme une devise la phrase finale et prémonitoire de l'appel du 18 juin du général de Gaulle : *« Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas »*, ils affirmaient par là même que leur action n'était pas enfermée dans un temps historique mais s'ouvrait largement vers l'avenir.

Durant ces 20 années écoulées, beaucoup de résistants, artisans de la naissance de notre Fondation nous ont quittés : Jean Mattéoli, Pierre Sudreau, Jean-Pierre Lévy, Charles Verny, Lucie Aubrac, Serge Ravanel, Jean Brenas, Paul Cousseran... Aujourd'hui la Fondation de la Résistance a su démontrer à tous, par son programme d'action, la légitimité de sa mission. C'est la raison pour laquelle la CNCVR a décidé de la rejoindre en 2005 et que dans le cadre des commémorations du 70e anniversaire de l'année 1943 et de l'hommage à la Résistance intérieure qui sera ainsi rendue par notre Nation, le ministère de la Défense a largement associé notre Fondation à l'organisation des commémorations prévues en 2013 : création du CNR, arrestation et mort de Jean Moulin, libération de la Corse.

À l'occasion de ce vingtième anniversaire, nous avons décidé de modifier le contenu de notre revue afin d'élargir son lectorat, en faisant en sorte qu'il corresponde aux attentes du public enseignant vers lequel nous n'avons cessé de mener une grande partie de nos actions. Aussi, comme vous le constaterez, les pages centrales seront désormais consacrées à un dossier thématique détachable faisant le point sur un aspect de la Résistance française. Notre premier dossier est consacré aux maquis. Les thèmes de ces dossiers seront choisis en fonction de l'actualité bibliographique, de la tenue de colloques scientifiques ou d'anniversaires commémoratifs. Cette nouvelle formule de *La Lettre* souhaite fournir à tous, anciens résistants, enseignants et public éclairé, une synthèse sur un aspect précis de l'histoire de la Résistance tout en proposant des analyses de documents historiques. De plus, la parution de chaque dossier thématique sera désormais prolongée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle. Dès la fin du mois de mars, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez retrouver de nombreux documents sur les maquis (photographies d'époque, objets, extraits vidéo, témoignages).

Cet anniversaire n'est donc pas un aboutissement mais un moment propice au bilan et aux projets. Nous espérons que, fidèles aux vœux de ses créateurs, la Fondation de la Résistance continue pour longtemps, alors que les derniers témoins auront disparu, à éclairer les consciences des générations à venir.

Jacques Vistel
Président de la Fondation de la Résistance

Denise Vernay vient de nous quitter

Résistante à 19 ans, déportée à Ravensbrück à 20 ans, elle resta fidèle toute sa vie à son engagement de jeunesse. Depuis son retour des camps, elle se consacra à l'entraide apportée aux anciens résistants et déportés. Nous n'oublions pas qu'elle fut, pendant de longues années la secrétaire générale active, efficace et généreuse du COSOR.

Les 20 ans de la Fondation de la Résistance

À l'occasion de cet anniversaire nous avons souhaité mettre l'accent sur les principales actions accomplies par la Fondation de la Résistance et sur les projets majeurs pour l'avenir.

Coll Fondation de la Résistance

Le 30 mars 1994 au Conseil Économique et Social, conférence de presse pour présenter les missions de la Fondation de la Résistance. De gauche à droite : Jacques Larpent, Jacques Maillet, Pierre Sudreau, Jean Mattéoli, Claude Hallouin, Lucie Aubrac et Jacques Vistel.

Voulue ardemment, depuis le milieu des années 1980, par des résistants de tous les horizons pour défendre et transmettre l'héritage historique et moral de la Résistance, au-delà de la vie des derniers témoins, la Fondation de la Résistance est créée officiellement le 5 mars 1993 avec le soutien du monde résistant et notamment du Comité d'Action de la Résistance. La dotation de la Fondation fut abondée par l'État, de très nombreuses associations de résistants dont le Comité des Œuvres Sociales de la Résistance, des conseils généraux, des communes dont la ville de Paris, l'Assemblée nationale et le Sénat. À cette époque, tout était à imaginer, tout était à bâtir. Il fallait convaincre les plus sceptiques et parvenir à prouver la pertinence des missions ainsi engagées.

Recherche historique et pédagogie

Après une installation sommaire rue Saint Dominique (Paris 7e), la transmission des valeurs ayant toujours été au cœur de ses préoccupations, la première action de la Fondation fut à destination de la jeunesse avec la réalisation d'un dossier documentaire pour les candidats au Concours national de la Résistance et de la Déportation. Très rapidement à côté de ses activités pédagogiques[1], qui ne feront que s'étoffer et s'élargir pour aujourd'hui proposer des séminaires de formation aux enseignants tout en étant présente aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, lieu de rencontre avec un grand nombre de professeurs, la Fondation de la Résistance multiplie ses actions pour promouvoir la connaissance historique.

Ainsi, sous l'impulsion de son Comité historique et pédagogique[2], la Fondation a organisé de nombreux colloques[3] et, grâce au soutien financier de la Fondation Edmond de Rothschild et du COSOR, a attribué des contrats de recherches à de jeunes chercheurs pour leur permettre d'achever leurs thèses dans de meilleures conditions. Depuis 2006, elle s'est vu confier par l'association Défense de la France la tâche de remettre chaque année le prix Philippe Viannay-Défense de la France, destiné à couronner un ouvrage publié ou encore inédit consacré à la Résistance. Depuis 2006 également, grâce à son concours et son soutien, un ouvrage de référence, *Le dictionnaire historique de la Résistance*, est désormais accessible au grand public [4]. L'AERI, qui a intégré la Fondation le 1er janvier 2012 pour devenir un de ses trois départements a, de son côté, réalisé des CD-Roms et des DVD sur l'histoire de la Résistance dans les départements et les régions grâce à un réseau dynamique de chercheurs qu'elle a su constituer à travers toute la France [5]. Des expositions historiques ont également été réalisées pour être mises à la disposition des collectivités territoriales, des musées, des établissements scolaires : « Les cheminots dans la Résistance » (2005) « Ensemble, sauvegardons les archives de la Résistance et de la Déportation » (2004).

Dans le domaine patrimonial, la campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en partenariat avec les Archives de France, le service historique de la Défense et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation[6], les séminaires de formation pour les conservateurs de musées de la Résistance et de la Déportation organisés avec l'Institut national du patrimoine, la campagne de numérisation de la presse clandestine menée avec la Bibliothèque nationale de France, le musée de la Résistance en ligne[7] sont autant d'opérations visant à préserver et valoriser le patrimoine physique de la Résistance française et à le mettre à la disposition du public le plus large grâce à Internet.

L'aspect mémoriel et commémoratif n'a pas été omis de son champ d'action. Que ce soit à Paris lors du ravivage de la flamme sur la tombe du soldat inconnu le 27 mai pour commémorer la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance ou dans les régions à l'occasion des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance, ces cérémonies montrent l'attachement de notre Fondation au souvenir de la Résistance et sont autant de sources d'inspiration et de ferments pour les citoyens de demain.

Accueil des associations

Comme le prévoient ses statuts, la Fondation a accueilli de nombreuses associations issues de la Résistance qui souhaitaient assurer leur pérennité morale. Il peut s'agir d'associations encore actives, ou d'associations d'anciens résistants qui ont décidé de mettre fin à leurs activités. Aujourd'hui, plus de soixante d'entre elles prolongent leur mémoire au travers de la Fondation de la Résistance témoignant par là même de leur confiance dans cette institution, au premier rang desquelles, la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, qui nous a rejoint en décembre 2005. À cette occasion, un Comité d'animation et de suivi a été constitué offrant la possibilité aux associations membres de faire des propositions sur les orientations de la Fondation et grâce à elles d'améliorer encore la connaissance de ce qui se passe sur le terrain afin de mieux répondre aux aspirations de la majorité des résistants.

Certaines des actions de la Fondation de la Résistance sont désormais déclinées à l'échelon régional grâce au réseau de chercheurs du département AERI et à celui du Comité d'animation et de suivi, mais également avec l'appui de l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance, association des amis de la Fondation de la Résistance qui chaque année, à Paris ou en région organise des rencontres et conférences destinées au public passionné par cette période.

Tout ceci a été réalisé grâce à des soutiens budgétaires de l'État, du monde combattant et de mécènes privés ainsi qu'à une gestion particulièrement prudente de sa dotation, ces diverses sources de financement étant toutes soumises depuis plusieurs années à des aléas qu'il faut désormais prendre en compte avec la plus grande attention.

Frantz Malassis

(1) Dans le cadre d'une convention avec le ministère de l'Éducation nationale, la Fondation assure la promotion et le soutien du CNRD, organisé chaque année dans les lycées et collèges. Elle dirige la réalisation de la brochure pédagogique préparatoire lorsque le thème annuel porte sur la Résistance. Ce document est adressé gratuitement aux 12 000 établissements du second degré de Métropole et des DROM-COM ainsi qu'aux lycées français à l'étranger. Une version numérique interactive est également accessible depuis son site qui offre, également, en complément, une documentation pédagogique sur le thème annuel du concours.

(2) aujourd'hui présidé par le professeur Antoine Prost succédant à René Rémond.

(3) « La répression en France à l'été 1944 » (Saint-Amand-Montrond, 8 juin 2005, en partenariat avec la ville de Saint-Amand-Montrond) ; « Faire l'histoire de la Résistance » (Lyon, 18-19 mars 2008, en partenariat avec l'IEP de Lyon) ; « Écrire sous l'Occupation. Du non-consentement à la Résistance. France-Belgique-Pologne 1940-1945 » (Besançon, 13-15 octobre 2009, en partenariat avec le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le CH2R et l'université de Franche-Comté) ; « Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande 1940-1945 » (Besançon, 25-27 septembre 2012, en partenariat avec le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, le CH2R, l'université de Franche-Comté et l'IHA de Paris) ; « Les Résistances en Europe : unifications et guerres civiles » (Paris, 7-8 mars 2013, en partenariat avec l'IHA de Paris).

(4) publié chez Robert Laffont, il propose plus de 1 000 articles écrits par 114 historiens et chercheurs.

(5) 25 CD-Roms ou DVD-Roms, couvrant 33 départements ont été édités.

(6) un aperçu du bilan de cette campagne est accessible sur le site www.fondationresistance.org.

(7) http://www.museedelaresistanceenligne.org

LA LETTRE

Les maquis dans la Résistance

Hommes du maquis du Bourget-en-Huile (Savoie) en manœuvre.

Archives privées de la famille Schneeweis - DR

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- L'histoire des maquis : évolutions historiographiques et état des connaissances..... **p. I**
  par Fabrice Grenard
- L'étude d'un maquis à partir d'une photographie : l'exemple des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur.....**p.VI**
  par Frantz Malassis
- Le témoignage d'un chef de maquis: Gleb Sivirine, chef du maquis Vallier....**p.VII**
  par Emeline Vanthuyne
- Les cartes des maquis ..... **p.VIII**
  par Bruno Leroux
- Pour en savoir plus sur les maquis.
  La parution de *La Lettre* sera désormais accompagnée par la mise en ligne d'une exposition virtuelle en complément du dossier thématique. Dès la fin du mois de mars, sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), vous pourrez donc retrouver de nombreux documents sur les maquis.

L'histoire des maquis : évolutions historiographiques et état des connaissances

Par Fabrice Grenard

De tous les aspects de l'histoire de la Résistance, celle des maquis est indéniablement la plus « périlleuse »[1], parce qu'elle soulève de nombreux problèmes et s'est longtemps inscrite dans un cadre trop héroïque. Les années 1990 ont toutefois marqué l'émergence d'une histoire plus distanciée ainsi que l'ouverture de nouvelles pistes de recherche. ■

Une histoire en profond renouvellement

Une approche longtemps idéalisée

Les maquis ont donné lieu à une littérature foisonnante depuis la fin de la guerre. Dès la Libération, des associations de maquisards publient ouvrages et brochures pour célébrer le rôle des maquis[2]. Si ces ouvrages avaient vocation d'œuvre mémorielle, plusieurs anciens chefs de maquis ont cherché ensuite à écrire l'histoire de leur propre action, comme Romans-Petit et Guingouin, sollicités au milieu des années 1970 par Henri Michel, directeur de la collection Libération de la France (Hachette), pour rédiger les volumes portant sur l'Ain ou le Limousin[3]. Quand aux premières grandes monographies de maquis, elles ont été le plus souvent écrites par d'anciens Résistants[4], même si quelques exceptions existent avec les travaux des correspondants du comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale[5].

La part importante qu'y ont pris les anciens acteurs explique pourquoi l'histoire des maquis a longtemps été une histoire idéalisée, héroïque, s'appuyant davantage sur le témoignage que sur les archives et privilégiant les aspects militaires. Cette idéalisation répondait aussi à la nécessité de répondre aux polémiques autour de l'action de certains maquis qui aurait été inconsidérée (entraînant des représailles sur les civils) et se serait accompagnée de dérives. Entretenue dans les années d'après-guerre par les nostalgiques de Vichy qui cherchaient à ternir la Résistance, cette « légende noire » était parfois reprise dans des ouvrages d'histoire à succès écrits par des journalistes[6].

Le tournant des années 1990 : l'entrée en scène des historiens

Les années 1990 marquent un tournant. Si les différentes associations continuent d'entretenir le travail mémoriel, l'histoire des maquis n'apparaît désormais plus du seul ressort des acteurs avec la publication des premiers grands travaux scientifiques.

Comme pour le régime de Vichy avec Paxton, c'est un historien anglo-saxon, H. R. Kedward, qui ouvre en 1993 avec *In Search of the maquis* [7] une approche totalement nouvelle, même si certains jalons avaient déjà été posés par François Marcot ou Pierre Laborie[8]. Kedward s'appuie sur de nombreux témoignages oraux mais aussi sur les fonds d'archives disponibles, notamment dans les archives départementales. Il centre son étude sur les maquis du Massif Central et du Sud-ouest plutôt que sur les maquis alpins les plus célèbres et replace le phénomène dans son contexte politique (l'impact du service du travail obligatoire – STO – qui entraîne une désaffection totale à l'égard de Vichy) et son environnement sociologique (les maquis se développent en milieu rural). Kedward élargit également le champ d'analyse en ne se limitant plus seulement à la dimension militaire des maquis mais en s'intéressant à la façon

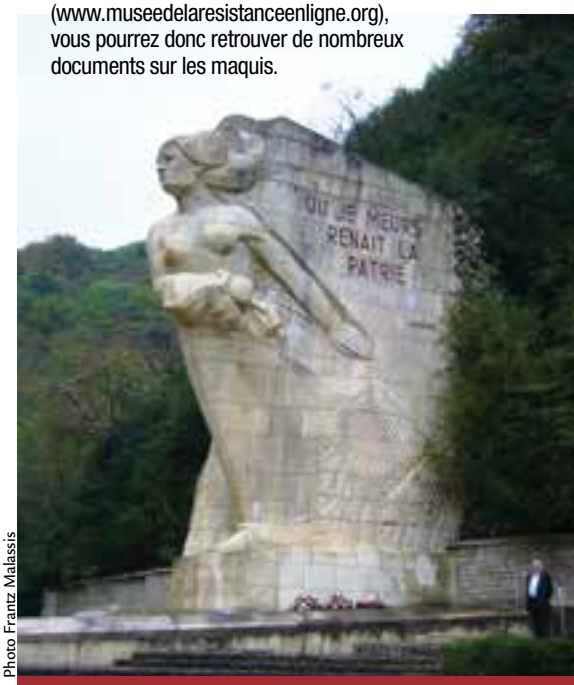


Photo Frantz Malassis

Dès la fin de la guerre, de nombreux monuments célèbrent le rôle des maquis comme le Mémorial des maquis de l'Ain et de la Résistance au Val d'Enfer à Cerdon (Ain). Inauguré en 1951, ce monument « à la mémoire des morts des maquis de l'Ain et du Haut-Jura » est érigé à proximité d'une nécropole dans laquelle reposent 88 maquisards tombés pendant les combats de la Libération.

Symbole de l'appui logistique des Alliés : après un parachutage des maquisards du Vercors sont en train de récupérer un *container*.

Fonds Musée de la Résistance en Drôme et de la Déportation - Romans-sur-Isère.

dont ils ont incarné une autorité concurrente de celle de Vichy, témoignant d'un processus « d'inversion du pouvoir ».

À l'occasion du cinquantenaire de la Libération, les spécialistes de la Résistance ont également proposé, lors d'un colloque à Besançon[9], une approche renouvelée de l'histoire des maquis en la décloisonnant et en la replaçant dans un double environnement : l'environnement social tout d'abord, prolongeant ainsi certaines approches proposées par Kedward, mais aussi l'environnement international. Les maquis ne pouvaient, en effet, exister sans la logistique fournie par les Alliés, et les services secrets britanniques (SOE) ont joué un rôle essentiel, sans doute sous-estimé[10].

Nouveaux fonds d'archives et nouvelles perspectives

Ce tournant des années 1990 correspond aussi à la possibilité de pouvoir consulter de nouvelles archives, la question de la documentation lacunaire sur les maquis constituant pendant longtemps un obstacle à tout travail scientifique. Les archives militaires du Service historique de l'armée de terre (SHAT) symbolisent la limite de certains fonds. Dans un souci de transparence, tous les chefs de maquis avaient pour consigne de tenir des journaux de marche. En réalité, les conditions particulières de la lutte clandestine ont fait que ces documents ont le plus souvent disparu. Principal centre d'archives des unités militaires, le SHAT ne possède dès lors qu'une documentation éparse sur les maquis, certes importante pour les derniers mois de la guerre, au moment de l'amalgame, mais ne fournissant que très peu de renseignements sur la période antérieure. Et lorsque ce service demandera au général de la Barre de Nanteuil, de dresser un bilan des actions entreprises, il le fera, faute d'archives, à partir de questionnaires adressés aux anciens des maquis[11].

Depuis la levée des restrictions de communications au début des années 2000, de nouvelles archives sont accessibles et permettent de mieux replacer les maquis dans leur contexte et leur environnement. Citons notamment les archives des services secrets de la France Libre (BCRA), qui rassemblent de nombreux rapports du Service national maquis, ou encore les archives administratives et policières de Vichy (gendarmerie, renseignements généraux, rapports de préfets), qui doivent être utilisées avec précaution (Vichy ne voit dans les maquisards que des « bandits » et « hors la loi ») mais fournissent de précieux renseignements sur les actions locales opérées par les maquis. Enfin, des archives départementales ont bénéficié récemment de la donation de fonds privés d'anciens chefs de maquis[12].

La possibilité de consulter ces nouveaux fonds d'archives a permis de nouvelles recherches, qui prolongent les premiers travaux scientifiques des années 1990. Les deux principaux maquis alpins (Vercors et Glières) ont fait l'objet de thèses universitaires s'efforçant de confronter le récit légendaire aux archives[13]. En distinguant trois phases entre 1942 et 1944 dans le développement du maquis et en consacrant de longs développements à l'expérience de libération anticipée (« République du Vercors »), Gilles Vergnon a réalisé une histoire globale du Vercors. Claude Barbier relativise l'importance des combats de la « bataille de Glières » (un simple accrochage avant que ne soit pris l'ordre de dispersion) en se basant notamment sur les sources allemandes. Outre ces deux monographies, des travaux plus transversaux ont également été menés récemment sur les difficultés de la vie quotidienne dans les maquis, la question de leur approvisionnement et les problèmes que cela a pu poser auprès des populations locales, la répression menée par les brigades de gendarmerie (dont le zèle dans la recherche des maquis a été très variable selon les situations locales mais aussi leur obédience – les maquis FTP font l'objet d'une traque plus intense que ceux de l'Armée secrète)[14]. ■

Corvée de bois dans un maquis de l'Ain.
Les difficultés de la vie quotidienne d'un maquisard sont nombreuses : le manque de nourriture et d'équipement, le froid, l'absence d'hygiène sont autant d'épreuves que les plus fragiles ne parviennent pas à surmonter.

Collection privée Pierre Marcault. DR

(1) Laurent Douzou, *La Résistance française, une histoire périlleuse*, Seuil, 2005.
(2) *Documents sur le Maquis limousin* publiés en 1945 par l'Amicale des anciens de ce maquis ou *Glières, bataille de la Résistance*, de l'Association des rescapés des Glières en 1946.
(3) Georges Guingouin, *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette, 1974 (l'auteur parle de lui à la troisième personne), Henri Romans-Petit, *Les maquis de l'Ain*, Hachette, 1974.
(4) C'est le cas de Louis Le Moigne et Marcel Barbaceys qui publient en 1979 *Sédentaires, Réfractaires et maquisards : l'Armée secrète en Haute-Corrèze*.
(5) Paul et Suzanne Silvestre, *Chronique des maquis de l'Isère*, Quatre Seigneurs, 1978 ; Jacques Canaud, *Les maquis du Morvan*, Académie du Morvan, 1981.
(6) Robert Aron, *Histoire de la Libération de la France*, Fayard, 1959 ; Henri Amouroux, *La Grande histoire des Français sous l'Occupation*, Robert Laffont.
(7) *À la recherche du maquis : la Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Cerf, 1999.
(8) François Marcot, « La Résistance et la population, Jura, 1944 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 146, 1987 ; Pierre Laborie, « Opinions et représentations : la Libération et l'image de la Résistance », *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 131, 1983.
(9) *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Université de Franche-Comté, 1996.
(10) Publié en 1966, l'ouvrage officiel *SOE in France*, s'il n'a été traduit qu'en 2008 (éditions Tallandier), a largement été utilisé par les historiens français. L'histoire du SOE souffre surtout des handicaps propres à l'historiographie des organisations clandestines créées par des services secrets alliés, dont les archives sont encore inégalement accessibles et souvent lacunaires.
(11) *Historique des unités combattantes de la Résistance*, SHAT, 1974.
(12) Le fond Gao (« Jigé ») aux AD Corrèze, ou ceux de René Castille et Alfred Bourdet aux AD Creuse.
(13) Gilles Vergnon, *Le Vercors, Histoire et mémoire d'un maquis*, l'Atelier, 2002 ; Claude Barbier, *Des « événements de Haute-Savoie »* à Glières (mars 1943-mai 1944), doctorat, Paris I, 2011.
(14) Voir Jacques Canaud, *Le temps des maquis*, de Borée, 2011 ; Emmanuel Chevet, *Gendarmerie et maquis sous l'Occupation en France*, thèse de doctorat, Dijon, 2011 ; Fabrice Grenard, *Maquis noirs et faux maquis 1943-1947*, Vendémiaire, 2011.

Le mythe et la réalité : état des connaissances

Les avancées historiographiques et l'accès à de nouvelles archives permettent aujourd'hui de sortir d'une histoire trop idéalisée et de ne plus se limiter à la seule dimension militaire pour proposer une approche plus sociale et anthropologique. De nombreuses idées reçues ont été remises en cause sur la création des maquis, leur organisation, leur intérêt militaire.

Une création qui n'allait pas de soi

Une vision téléologique de l'histoire de la Résistance a parfois pu donner le sentiment que l'évolution vers des groupes armés dans les forêts et montagnes s'inscrivait dans un processus logique. En réalité, la création des premiers maquis n'entrait pas dans les plans des instances dirigeantes de la Résistance. S'il prône la lutte armée et l'action immédiate contre l'occupant depuis l'été 1941, le Parti communiste, qui se dote en 1942 d'une branche paramilitaire avec les Francs-tireurs et partisans (FTP), souhaite initialement limiter les actions dans les villes. Si les mouvements non communistes (Combat, Franc-tireur, Libération) unifient, en 1942 leurs formations paramilitaires au sein d'une Armée Secrète (AS), celle-ci ne doit pas entrer en action avant le débarquement.

Le STO en février 1943 marque un tournant. Des camps de réfractaires se créent dans les Alpes ou le Massif Central autour d'une ferme, d'une bergerie, d'un chalet… Les responsables locaux des mouvements de Résistance organisent des filières permettant de prendre en charge les réfractaires qui souhaitent « prendre le maquis » (l'expression, venue de Corse, se répand au cours du printemps 1943) pour les emmener dans ces camps refuges. Ces initiatives venant de la base mettent les chefs de la Résistance devant le fait accompli : *« Nous avons été pris de court »* reconnaît ainsi le fondateur de Combat, Frenay, en avril 1943.

Cette situation nouvelle, la possibilité de transformer ces camps de réfractaires en maquis de combattants armés et la question de leur encadrement, provoquent au printemps 1943 une crise au sein des instances dirigeantes de la Résistance. Frenay est l'un des premiers à vouloir organiser militairement les maquis. Mais il s'oppose, pour des raisons politiques, à ce que les maquis se trouvent sous la coupe de l'AS dirigée par le général Delestraint, considéré par le fondateur de Combat comme trop « attentiste » et trop inféodé à Londres. Ne saisissant pas l'urgence de la situation et craignant qu'ils ne leur servent à créer une « AS bis », Jean Moulin refuse l'aide financière indispensable que lui demandent les mouvements pour équiper les maquis. Après plusieurs mois de tensions, un Service national maquis, structure indépendante de l'AS et rattachée directement au comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (MUR), ainsi qu'une école des cadres, sont finalement mis sur pied au cours de l'été 1943, tandis que la France Libre accepte d'augmenter les budgets alloués aux mouvements.

Après avoir hésité, la Résistance décide donc d'encadrer les camps et de développer la lutte armée avec ceux qui souhaitent s'engager. À l'automne 1943, les maquisards sont entre 40 000 et 50 000 environ. Ils ne représentent cependant que 15 à 20 % des réfractaires au STO. Beaucoup préfèrent trouver une couverture avec un emploi dans une exploitation agricole. D'autres continuent à se cacher dans des camps, mais ne sont pas forcément prêts à la discipline militaire et aux risques encourus. Des camps refuges n'ayant aucune fonction militaire continuent de se développer jusqu'à la Libération.

Coll. Hubert Cloix.

Septembre 1944, dans le Morvan (Nièvre). À côté des armes individuelles communément parachutées (pistolet-mitrailleur *Sten MKII*, fusil *Lee Enfield* n °4), ce groupe de maquisards du maquis Bernard est doté, chose exceptionnelle, d'une arme antichar anglaise (un *PIAT*), qui lui offre un atout non négligeable lors de l'attaque de convois allemands.

De petites unités mobiles plutôt que de grands maquis mobilisateurs

S'il a focalisé sur lui toutes les attentions du fait de sa fin tragique en mars 1944, l'exemple de Glières est celui qui revient le plus souvent, dès qu'il s'agit d'illustrer l'histoire des maquis. En réalité, ses caractéristiques (plusieurs centaines d'hommes mobilisés sur un plateau et organisés dans le cadre d'un véritable camp militaire plusieurs mois avant le débarquement) font du maquis de Glières une exception. La grande majorité des maquis, quelle que soit leur obédience (AS ou FTP) était plutôt constituée de petites unités mobiles, structures mieux adaptées à la *guérilla* et offrant de meilleures garanties de sécurité. Elles étaient en lien avec d'importants groupes de « légaux » (Résistants n'ayant pas rejoint la clandestinité) qui leur servaient de réseau de renseignement et les aidaient pour leur approvisionnement. Les maquis n'ont pas non plus eu une existence continue. Pour échapper à des opérations de répression menées par Vichy ou les Allemands, leurs chefs ont pu ordonner la dislocation, en demandant aux maquisards de se cacher individuellement, avant de pouvoir reformer les camps. À l'approche de l'hiver 1943-44, alors que l'espoir d'un débarquement que beaucoup attendaient pour l'automne 1943 s'était envolé, et devant la grande difficulté de survivre avec le froid et la neige, la plupart des maquisards ont également été démobilisés et dispersés jusqu'à l'arrivée du printemps.

La façon dont Guingouin a organisé son maquis en Haute-Vienne constitue un bon exemple. Alors qu'il dispose d'une centaine d'hommes à l'automne 1943 avec un afflux croissant de jeunes réfractaires, il décide de les diviser en une dizaine de détachements, chaque groupe s'installant de façon autonome dans une ferme isolée. Au début du mois d'avril 1944, lorsqu'une unité blindée allemande, la division Brehmer, pénètre en Haute-Vienne pour y opérer un « ratissage », Guingouin décide de se réfugier, avec l'ensemble de ses détachements, dans le département voisin de la Creuse, avant de revenir dans son « fief ». S'il réorganise à cette occasion son maquis, il maintient le principe des petits groupes éparpillés en créant des unités souples et mobiles, les « volantes ».

Les maquis, incarnation d'une autorité concurrente de Vichy

Les maquis ne se contentent pas de mener des actions militaires et cherchent également à incarner un contre-pouvoir par rapport au régime de Vichy. Alors que la propagande vichyste ou allemande tend à les faire passer pour des « terroristes » ou des « bandits », ils s'efforcent de montrer aux populations que, loin d'être source de désordre, ils incarnent au contraire une autorité nouvelle. Pour bien montrer qu'ils sont à la tête d'une armée disciplinée, des chefs de maquis organisent à l'occasion du 11 novembre 1943 des occupations temporaires de petites villes ou de villages, qui s'accompagnent d'un défilé en uniformes. La plus célèbre fut celle organisée à Oyonnax, par Romans-Petit, dont l'impact sera considérable : le petit film tourné pour l'occasion contribuera à convaincre les Britanniques – assez méfiants jusque-là à l'égard des maquis qu'ils pensaient peu organisés – de les armer.

Indispensables à la survie du maquis, les différentes réquisitions font également l'objet d'un maximum d'encadrement afin qu'elles ne soient pas considérées comme du pillage. Il y eut bien sûr des dérives de la part de quelques chefs se comportant comme de petits seigneurs de guerre. Mais dans sa « charte du maquisard », le Service national maquis appelait à privilégier les réquisitions auprès des services de Vichy (Chantiers de la Jeunesse française, entrepôts du Ravitaillement) plutôt qu'auprès de particuliers. Il demandait aussi aux maquisards de payer dans la mesure du possible leurs réquisitions (sauf lorsqu'elles apparaissaient comme des « confiscations » à l'égard de trafiquants) ou de remettre des bons d'indemnisation permettant un remboursement futur. D'une façon générale, plus les réquisitions étaient encadrées, plus le soutien de la population locale au maquis était affirmé.

Les maquis les plus importants instaurent, dès la seconde moitié de 1943, un contrôle des territoires où ils sont implantés, provoquant un processus d'inversion du pouvoir. Dans certains endroits, des chefs s'intitulant « préfets du maquis » publient des « arrêtés » affichés sur les places de villages : listes de prix agricoles (supérieurs aux taxations de Vichy), directives en matière de ravitaillement (interdiction de livrer aux organismes de Vichy). Les maquis exercent aussi dès 1943 une action épuratrice. Des amendes sont imposées aux trafiquants. Les délateurs ou collaborateurs, mais aussi de « faux maquisards », sont jugés par des tribunaux fonctionnant sur le modèle de la justice militaire. Des exécutions ont parfois lieu en public, sur la place d'un village.

Les maquis dans les combats pour la Libération

L'annonce du débarquement provoque une véritable « levée en masse » et un gonflement des effectifs (100 000 hommes en juin 1944). Unis sous la bannière des FFI (les FTP conservent toutefois leur autonomie), les maquis connaissent une véritable « crise de croissance » et n'ont pas toujours les moyens de former et équiper les nouvelles recrues. Des initiatives aboutissent à la libération de certaines villes, dès les 7, 8 et 9 juin 1944, notamment dans le centre de la France à Guéret (Creuse), Saint-Amand-Montrond (Cher), Tulle (Corrèze). Mais le drame de Tulle montre que ces libérations restaient trop prématurées.

AVERTISSEMENT

L'EXECUTION SOMMAIRE

Archives départementales de la Haute-Vienne

Exemple d'«arrêté» du préfet du maquis Guingouin diffusé dans les villages du Sud-est de Haute-Vienne pour lutter contre les agissements des « faux maquis».

Coll. Institut d'histoire du temps présent IHTP.

Le 11 novembre 1943, défilé des maquisards dans la ville d'Oyonnax (Ain). Après avoir neutralisé les points névralgiques de la ville (gendarmerie, commissariat de police, bureau des Postes), officiers en tête, les maquisards se rendent au monument aux morts, où ils déposent une gerbe de fleurs en forme de croix de Lorraine portant cette inscription : «Les vainqueurs de demain aux vainqueurs de 1914-1918»

La division *SS Das Reich* reprend la ville et exécute en représailles 99 Tullistes.

Comme l'avait déjà montré l'échec du maquis de Glières en mars 1944, les combats de la Libération confirment que la tactique des « maquis mobilisateurs » était vouée à l'échec. Lors de la bataille du Mont Mouchet dans le Cantal (juin 1944), les maquisards du colonel Gaspard (Émile Coulaudon) sont obligés d'abandonner leurs positions et subissent des pertes sévères. En juillet 1944, les Allemands réinvestissent le plateau du Vercors en multipliant les représailles sur les civils (destruction du village de Vassieux-en-Vercors). Si elles soulignent des erreurs tactiques manifestes, ces tragédies ont néanmoins une valeur symbolique en permettant à la Résistance intérieure d'avoir « ses batailles » (Glières et Vercors ont été qualifiés de « Bir Hakeim » de la Résistance métropolitaine).

Mairie de Loches

D'anciens maquisards d'Indre-et-Loire intégrés dans le 32e RI participent à la garde de la poche de Saint-Nazaire

La tactique de la *guérilla* en revanche, s'est révélée d'un intérêt indéniable. Grâce aux équipes interalliées parachutées pour encadrer les maquis, les actions de *guérilla* ont pu être coordonnées avec la progression des armées. Dans un premier temps, les sabotages ont contribué, avec les bombardements de l'aviation, à retarder l'acheminement de certaines unités allemandes vers le front de Normandie. Puis les maquis ont harcelé les unités de la *Wehrmacht* qui battaient en retraite (la colonne Elster dans le Centre, freinée par des actions de *guérilla*, finit par donner sa reddition aux Américains le 10 septembre 1944). Enfin ils ont accompli au contact des troupes alliées des tâches plus classiques en les guidant, en nettoyant certains secteurs (le Trégor), en gardant les poches de l'Atlantique.

Par leur action armée, les maquis ont permis à ce que la France n'assiste pas en simple spectatrice à une libération qui ne serait venue que de l'extérieur, développant l'idée que les Français se sont aussi libérés par eux-mêmes et contribuant à placer la France dans le camp des vainqueurs. ■

Pour approfondir

Bibliographie sélective

■ Pour replacer les maquis dans une histoire globale de la Résistance

Julian Jackson, *La France sous l'occupation*, Flammarion, 2004 (la plus récente synthèse sur le sujet, remettant dans son contexte la Résistance, qui fait l'objet de la 4e partie).

Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Perrin, 2013 (la plus récente synthèse sur l'histoire de la Résistance).

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont (« Bouquins »), 2006 (un dictionnaire qui constitue l'aboutissement de toutes les avancées historiographiques réalisées depuis une vingtaine d'années sur l'histoire de la Résistance).

François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Presses de l'Université de Franche-Comté, 1996 (un colloque international qui s'efforce de replacer la question des maquis dans leur contexte et leur environnement à la fois local, national et international).

■ Sur les conditions de développement des maquis et leur évolution dans leur environnement local

H. R. Kedward, *À la recherche du maquis : la Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, Cerf, 1999 (le premier ouvrage proposant une réflexion globale sur les maquis, se limite cependant à la France du Sud).

■ Sur le rôle militaire des maquis

Pierre Montagnon, *Les maquis de la Libération 1942-1944*, Pygmalion, 2000 (un catalogue des différents maquis et de leurs opérations militaires).

■ Sur la vie quotidienne dans les maquis

Jacques Canaud, *Le Temps des maquis, de la vie des bois à la reconquête des cités, 1943-1944*, éditions de Borée, 2011 (le seul ouvrage de synthèse s'efforçant d'aborder les différents aspects de l'histoire des maquis).

■ Sur les enjeux autour de la discipline dans les maquis

Fabrice Grenard, *Maquis noirs et faux maquis*, Vendémiaire, 2011 (édition poche 2013).

■ Un journal

Gleb Sivirine, *Le cahier rouge du maquis/L'homme-boussole*, éditions Parole, 2007 (édition critique du journal du chef d'un maquis du Var, avec un commentaire historique de Jean-Marie Guillon, des témoignages de maquisards et les souvenirs de Claude et Jean-Michel Sivirine sur leur père).

■ Un témoignage

Henri Nanot, *Scènes de la vie du maquis*, édition annotée par Pascal Plas et Michel C. Kiener, Lucien Souny, 2010 (le témoignage d'un maquisard engagé dans le maquis Guingouin entre février 1944 et la Libération, de nombreux détails sur la vie quotidienne et la *guérilla*).

■ Une monographie

Gilles Vergnon, *Le Vercors, Histoire et mémoire d'un maquis*, l'Atelier, 2002 (une histoire globale du maquis du Vercors, issue d'une thèse universitaire).

Sitographie

■ Exposition virtuelle : « les maquis »

Fondation de la Résistance-DAERI

Dans le prolongement de ce dossier thématique, une exposition virtuelle consacrée au maquis sera en ligne **dès la fin du mois de mars** sur le site du Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org). Celle-ci vous permettra d'accéder à des archives (souvent très peu connues), récoltées grâce au travail des équipes départementales ayant élaboré les CD-ROM de la collection « Histoire en mémoire 1939-1945 ».

Les photographies (clandestines des maquisards, d'objets emblématiques, de monuments en hommage à des groupes locaux) et les cartes (représentant par exemple les déplacements au sein d'un département) seront classées thématiquement : la diversité des maquis ; l'organisation des maquis ; maquis et lutte armée, la mémoire des maquis. Les documents sélectionnés permettent d'aborder l'étude des maquis dans le cadre du programme de classe de troisième. L'exposition peut également servir d'introduction à une analyse plus approfondie d'un des maquis présents dans votre département.

Le Musée de la Résistance en ligne étant un site contributif, nous vous invitons à nous envoyer des exemples d'exploitation pédagogique que nous pourrions, avec votre accord, mettre en ligne.

L'étude d'un maquis à partir d'une photographie : l'exemple des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur

Par Frantz Malassis

© Keystone-France

Cette photographie[1] de maquisards devenue emblématique est extraite d'un reportage sur le maquis de Boussoulet (Haute-Loire), réalisé, en mai 1944, par un photographe professionnel de Saint-Étienne – resté anonyme à ce jour – amené clandestinement par l'un des responsables de l'Armée Secrète [1]. Elle représente un groupe de réfractaires, originaires majoritairement du département de la Loire, autour de son instructeur l'aspirant Albert Oriol, devant la Maison de l'Assemblée (ancien lieu de culte des protestants) à Boussoulet.

Ces réfractaires avaient été dirigés par les responsables du mouvement Combat puis de l'AS de la Loire, vers le massif montagneux du Meygal, en Haute-Loire. Cette implantation, éloignée des grands axes routiers, aux abords du village de Boussoulet, avec un lieu de repli dans la forêt avoisinante, leur offrait une existence moins exposée que dans leur région d'origine, le Forez, dépourvue de tous ces avantages naturels. Choix pertinent puisque ce groupe, avec la complicité des habitants, a échappé aux recherches de la Milice venue encercler la localité puis à un vaste ratissage effectué par des unités allemandes stationnées au Puy-en-Velay.

Depuis septembre 1943, ce groupe vivait dans la clandestinité. En mars 1944, en vue de la préparation des combats de la Libération, le capitaine Marey, chef de l'Armée Secrète de la Loire, désigna comme responsable un jeune instituteur, Albert Oriol [2], aspirant de réserve, précédemment chef d'un groupe de jeunes de l'AS à Roanne (Loire) qui venait d'échapper à une arrestation.

L'apprentissage de l'armement – ici le maniement du pistolet mitrailleur *Sten* –, l'utilisation d'explosifs et l'entraînement en groupe de combat permirent la constitution, dès le 6 juin 1944, d'un élément opérationnel qui rejoignit la région forézienne, en vue d'y incorporer d'autres volontaires, de s'équiper et de participer au soulèvement général. Ce groupe, une fois élargi, a constitué la première unité opérationnelle de l'Armée Secrète de la Loire baptisée « Groupe Mobile d'Opérations 18 juin » [3] (GMO 18 juin). Dès lors, il débute la lutte armée. Le 5 juillet 1944, le GMO 18 juin va connaître son baptême du feu à Saint-Maurice-en-Gourgois (Loire) où un détachement allemand tente de l'anéantir. Ce premier face à face dans le département avec les Allemands se poursuivra à Pichillon, Estivareilles, Pont-Rompu, Givors (Rhône) et lors de la marche sur Lyon puis sur les Alpes [3]. À Lyon, la 1re Division Française Libre recrutera des volontaires issus de la Résistance dont des maquisards du GMO 18 juin qui seront versés au 24e Bataillon de Marche et se battront pour défendre Strasbourg dans l'hiver 1944, lors de la contre-attaque allemande des Ardennes. ■

Que nous apprend cette photographie ?

Une composition singulière largement diffusée

De par sa composition en plan serré, en légère plongée, avec les maquisards [4] disposés en arc de cercle les yeux rivés sur la *Sten* tenue par leur instructeur, et sa netteté due à l'emploi d'un appareil photographique professionnel utilisant des plan-film de 6 X 6 cm, cette photographie est devenue une icône de la Résistance française. Très largement reproduite depuis la Libération, elle a été souvent peu ou très mal légendée : les lieux les plus fantaisistes lui étant attribués.

La vie quotidienne des maquisards

Ce cliché nous présente des maquisards mal équipés, vêtus de tenues hétéroclites. Seul le chef a une tenue de type militaire, avec un blouson en cuir des Chantiers de la Jeunesse française et un béret de chasseur alpin, qui semble adaptée au quotidien de la vie d'un maquisard en moyenne montagne. Sur la table, à coté de la *Sten*, se trouvent plusieurs armes de poing de récupération (armes civiles et réglementaires) qui soulignent la faiblesse de l'armement de ce groupe en période d'instruction au printemps 1944. Les parachutages de l'été 1944 et la « récupération » de stocks de vêtements des Chantiers de la Jeunesse française permettront d'équiper ce groupe initial et toutes les recrues qui les rejoindront à partir de juin 1944.

Les intentions de son commanditaire

Cette photographie est prise en mai 1944, en pleine occupation, à l'initiative du capitaine Marey. On peut supposer que l'idée du chef de l'Armée Secrète de la Loire est de montrer que les maquis ne sont pas les « bandits » dénoncés par la presse officielle mais l'armée d'un contre-État clandestin. On se souvient que les responsables locaux de l'Ain avaient souhaité qu'un film et de véritables reportages photographiques soient pris durant le défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax dans ce même but. Ces prises de vues avaient été transmises à Londres et les photographies, dont on avait pris soin de flouter les visages des protagonistes, étaient parues dès le mois suivant dans la presse clandestine de zone Sud.

(1) Ce cliché est conservé par l'agence Keystone-France sous la référence V 439/9. La légende de l'époque, dactylographiée au dos du cliché original, est la suivante : « Des armes ont été parachutées et les jeunes gens du maquis, non habillés encore, étudient le fonctionnement et le maniement des armes. » On trouve toujours au dos une autre légende manuscrite : « Maquis en Haute-Loire dans une cour de ferme. Un maquisard apprend aux nouvelles recrues le démontage et le remontage des armes »

(2) Albert Oriol (*alias* Maloire), chef d'un groupe franc en 1939-40, intègre la Résistance sur la Loire en 1942.

(3) *Cf.* Albert Oriol Maloire, *Hommes et combats. La Loire 1939-1945*, éditions Martelle, 1994.

(4) En mars 2001, le colonel Albert Oriol-Maloire, nous a permis d'identifier tous les membres de ce groupe. Vous pouvez consulter ces informations à la rubrique « Autour d'une photographie » sur notre site internet www.fondationresistance.org

Coll. Claude Roddier

Le témoignage d'un chef de maquis : Gleb Sivirine, chef du maquis Vallier

Par Emeline Vanthuyne

Pendant 185 jours, du 26 février au 29 août 1944, Gleb Sivirine tient un journal qui nous permet de mieux comprendre le quotidien de son groupe. Il décrit notamment les liens qui se nouent avec la population locale, dont l'aide est primordiale pour les maquisards (hébergement, ravitaillement), obligés de changer constamment d'abris et de parcourir de très longues distances à pied :

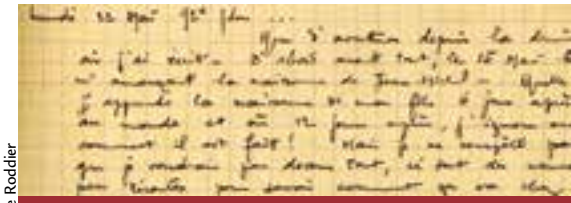
« À 6 h enfin, on arrivait au terme de la première étape chez un berger très chic qui nous a offert le vin et le lait et nous a vendu un mouton à 50 F le kilo de viande. Quand on pense qu'il vend le même kilo à 220 F à Draguignan ! Coucher dans la paille, un peu serrés, mais personne n'a rouspété contre cela tellement ils étaient tous fatigués. »

Au fil de son récit, on comprend également la lassitude qui s'installe au sein du maquis face à l'attente du débarquement et du passage à l'action. L'enthousiasme exprimé le vendredi 7 avril 1944 (au 45e jour de maquis) cède le pas à la lassitude le jeudi 1er juin (au 102e jour de maquis) :

« Mes groupes font de l'instruction à outrance. Depuis que j'ai entendu à la T.S.F. que les chemins de fer britanniques seraient interdits aux voyageurs à partir de samedi, j'espère de plus en plus au débarquement proche. Et c'est la fièvre des préparatifs de dernière heure. Quelle désillusion si, une fois de plus, l'attente se révèle vaine ! » / « Voici dépassés mes 100 jours de maquis et toujours rien de précis à l'horizon. Depuis qu'on attend on finit par être quelquefois complètement à plat et lassé de tout. »

Il évoque notamment la perte de plusieurs de ses hommes tués par les Allemands ou par la Milice. Ainsi, le samedi 17 juin 1944 au 118e jour de maquis, trois maquisards partis au ravitaillement tombent dans une embuscade tendue par des miliciens :

« Ernest a été tué par une balle en pleine figure et Duchâtel après avoir épuisé les munitions de son revolver s'est fait tuer au garde à vous. Les miliciens ont laissé les corps dehors au soleil toute la journée avec un écriteau portant : "C'est ainsi que meurent les traîtres de la France". Et on veut qu'il n'y ait pas de haine entre Français ! " ».



Coll. Claude Roddier

En haut à gauche du titre : Gleb Sivirine, en 1939, alors lieutenant au 167e Régiment d'Artillerie à pied. Photographie extraite de sa carte d'identité militaire. Ci-dessus : une page du journal personnel de Gleb Sivirine datée du 22 mai 1944 relatant le quotidien du maquis Vallier.

Il raconte également plusieurs épisodes au cours desquels il doit exercer une violence punitive, par exemple, envers deux prisonnières ayant collaboré avec la Gestapo et finalement exécutées après une tentative d'évasion le samedi 22 juin 1944, au 123e jour de maquis :

« J'ai formé les pelotons d'exécution […] puis mis tout le monde en place, à qui j'ai rappelé en deux mots que ce que nous faisons n'était pas une œuvre de vengeance mais uniquement de justice et que je voulais une tenue impeccable et digne de la part de tous. »

En guise de conclusion à son journal, le vendredi 22 septembre 1944, il résume les sentiments ressentis tout au long de son expérience en tant que chef de maquis :

« La chose qui m'a été le plus extraordinaire en reprenant une existence somme toute normale, c'est de pouvoir marcher "librement dehors". Ces 6 mois de maquis ont laissé pendant un moment une empreinte profonde et sûrement la grande majorité des gens ne se rendra pas compte de ce qui nous fut le plus dur dans cette vie du maquis. Le froid, le manque de confort, les marches pénibles n'ont rien été à côté de cette impression d'insécurité constante, de sensation de bête traquée. Et surtout pour le responsable de 70 à 80 vies qui dépendent entièrement de la manière dont vous prenez les précautions et dont vous décidez les déplacements ou les décrochages. Le danger de la guerre n'est rien en comparaison de cette tension continue et sans répit, – sans le repos que constitue pour le soldat régulier la détente qu'il éprouve de se sentir en sécurité au cantonnement. Et c'est cela par-dessus tout qui fut pénible, profondément dur dans notre vie. »

Extraits tirés de Gleb Sivirine, *Le cahier rouge du maquis. Journal de Résistance*, éditions Parole, 2007. ■

Coll. Claude Roddier

Harassés mais victorieux, des maquisards du groupe Vallier posent après la libération de Hyères. Gleb Sivirine est au second plan, deuxième en partant de la droite, au côté d'un jeune Hyérois.

Gleb Sivirine est né en 1910 à Odessa, qu'il quitte avec ses parents, fuyant la guerre civile pour arriver en France, à Marseille, en 1920. Ingénieur aux Aciéries du Nord, il est, par la suite, employé au préventorium de Porquerolles. Après avoir participé à la campagne des Alpes en 1940, il entre dans un réseau de Résistance, puis prend la tête d'un maquis au Plan-de-Canjuers, formé en novembre 1943 dans la principale zone de maquis du département du Var (1).

Le groupe qu'il commande ne va cesser de s'étoffer : les effectifs doublent entre février et juin, atteignant alors une quarantaine d'hommes, et près d'une centaine après le débarquement en Normandie. Pourchassés par les Allemands, les maquisards doivent sans cesse changer d'emplacements. Recevant des instructions souvent contradictoires, ils entreprennent quelques actions (embuscades, évasions, patrouilles) avant de descendre vers les côtes pour appuyer le débarquement allié en Provence. Ils traversent alors à pied, souvent de nuit, tout le département, soit 110 km à pied en 4 jours. Le 15 août, à Collobrières, ils aident les résistants locaux à préparer l'arrivée de l'avant-garde américaine puis accompagnent les troupes françaises vers Toulon. Les hommes du lieutenant Vallier sont ensuite chargés du contrôle de la presqu'île de Giens.

Officier d'artillerie dans la 1re Division Française libre participant aux combats de la poche de Royan, d'Alsace et à la bataille de l'Authion au-dessus de Nice, Gleb Sivirine reçoit le 3 août 1946, la médaille de la Résistance avec rosette.

D'après Jean-Marie Guillon, *« Le maquis Vallier, 10 mois de résistance dans le Haut-Var »*, in Sivirine, *L'homme boussole*, éditions Parole, 2007.

(1) Ce maquis, formé en novembre 1943, est géré par les Mouvements Unis de Résistance (MUR) et leur branche militaire l'Armée Secrète (AS).

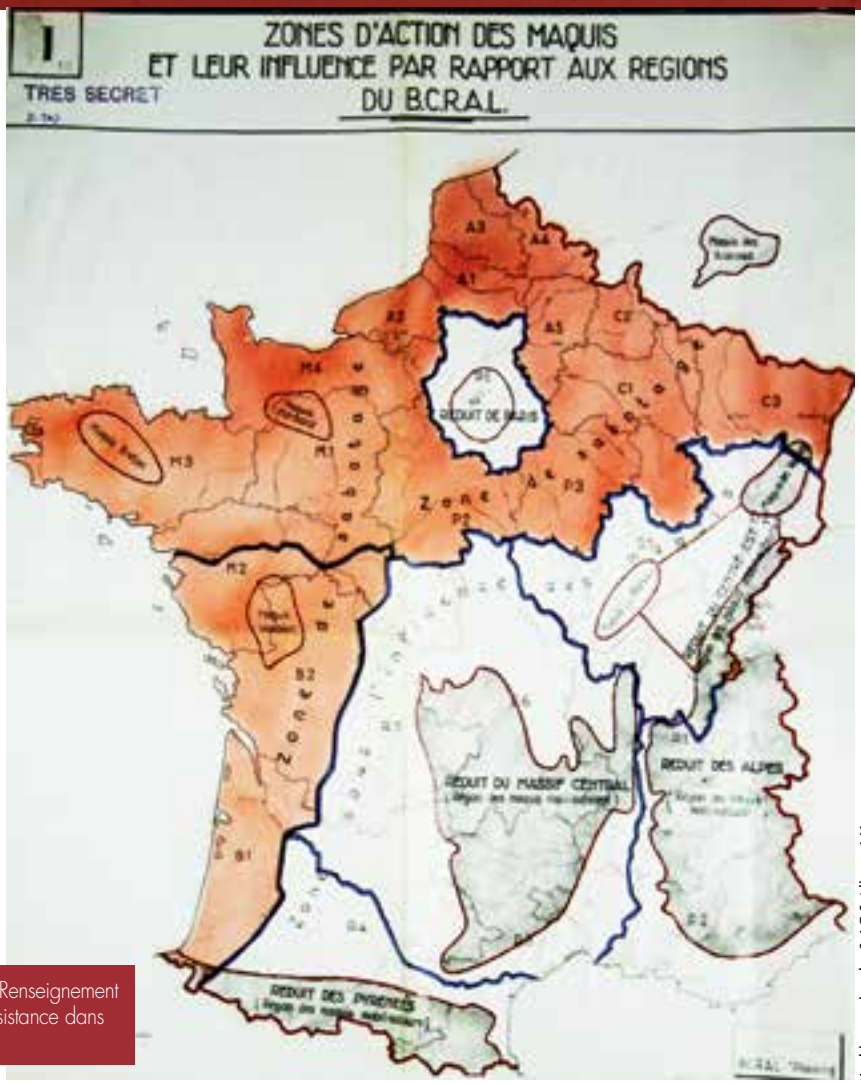
Les cartes des maquis

Par Bruno Leroux

On ne trouve pas de carte nationale des maquis satisfaisante, pour des raisons simples. Les maquis peuvent désigner des rassemblements allant de quelques hommes à (exceptionnellement) plusieurs milliers, ce qui pose un problème insoluble d'échelle [1]. Par ailleurs, la plupart des maquis se sont déplacés pour survivre, ce qui complexifie toute cartographie globale.

Livres et musées présentent cependant parfois une carte de France où ces problèmes de localisation sont traités par de larges taches définissant des « zones de maquis ». Elles suivent en gros les limites de grands massifs montagneux, et dans le reste de la France signalent par quelques ovales ou « haricots » des régions (Bretagne, Normandie, etc.) sélectionnées au détriment d'autres suivant des critères jamais explicités. Cette carte n'est pas partout exactement la même, mais elle est toujours unique, confondant généralement les maquis des différentes périodes.

Cette carte approximative a pour sources celles concoctées par les services du général de Gaulle en 1944. Mais on s'est longtemps inspiré de celles-ci sans les analyser, comme si elles décrivaient la réalité alors qu'elles illustraient des études prospectives sur les possibilités d'action des maquis après le débarquement, pour convaincre les Alliés d'armer ceux-ci. Grâce à la thèse de Sébastien Albertelli [2], on peut maintenant interpréter ces cartes du BCRA [3]. ■



Archives nationales 3 AG 2 / liasse 441.

Carte constituant l'annexe 1 de l'étude n° 2 du Bureau Central de Renseignement et d'Action de Londres, rédigée en février 1944 et intitulée « La Résistance dans son action militaire ».

La carte, ci-dessus, montre qu'en février 1944, le BCRA, faisant l'hypothèse d'un débarquement dans la Manche, imagine l'action des maquisards suivant deux grandes zones, découpées d'après les limites des régions de commandement de la Résistance :

- Au nord, une zone jugée propre uniquement aux sabotages, et donc impropre aux attaques directes contre les Allemands (la *guérilla*). Cette prudence du BCRA ne s'explique pas seulement par les handicaps de cette zone en terme géographique (absence de relief) et géostratégique (lieu de la future bataille et de la plus forte concentration de troupes allemandes à l'arrière du front). C'est aussi parce que la résistance militaire y est perçue comme inorganisée, en retard sur les régions du sud.
- Au sud, la « zone d'influence des maquis », privilégiée parce que loin du front et dotée d'atouts géographiques : les cinq massifs montagneux. Ils peuvent devenir des « réduits », c'est-à-dire des zones de refuge et des bases de départ pour des raids de *guérilla* sur les arrières de l'ennemi. C'est donc là qu'on prévoit de créer des « maquis mobilisateurs », c'est-à-dire des centres susceptibles d'équiper et d'entraîner convenablement de grandes masses de volontaires non armés, dont on prévoit l'afflux.
- Élément singulier dans ce dispositif : le « réduit » de Paris, zone de combattants urbains. On fait d'ores et déjà l'hypothèse que s'y produira une insurrection. Il montre bien que la carte sert à signaler les secteurs où les parachutages d'armes alliés devraient être massifs : les « réduits » avant tout. Les quelques « maquis » signalés au nord relèvent de la même logique : ils indiquent des lieux préférentiels de stockage d'armes.

Les études du BCRA ont préparé les instructions du général de Gaulle prévoyant de façon tout aussi prudente une entrée en action échelonnée de la Résistance, régions par régions, suivant la progression des armées. Mais elles n'ont pas réussi à convaincre le commandement allié d'inclure l'action de la Résistance française dans ses plans stratégiques : les incertitudes sur le potentiel de ces « civils armés » lui paraissaient trop grandes pour distraire a priori des moyens importants dans l'opération en préparation, gigantesque et absolument pas gagnée d'avance. Les parachutages d'armes ont donc bien augmenté avant le débarquement, mais pas encore massivement (ce sera le cas durant l'été) et sans orientation d'ensemble.

Et le 5 juin 1944, en donnant l'ordre de déclencher immédiatement sabotages et *guérilla* sur tout le territoire, les Alliés ont surtout pensé à utiliser la Résistance comme élément de leur plan de « déception » : il fallait maintenir l'incertitude sur l'importance réelle d'Overlord (débarquement principal ou leurre ?), et donc ne pas donner d'indice contraire en ciblant la seule Normandie. Ce décalage entre les décisions des Alliés et les projets français antérieurs amène à relativiser les échecs des grands « maquis mobilisateurs » (Mont-Mouchet, Vercors). À l'échelle de la levée en masse provoquée par les ordres alliés, ils ont représenté un phénomène ultra-minoritaire. En fin de compte, la *guérilla* mobile de la plupart des maquis combattants de l'été 1944 constitue une réalité peu cartographiable (et qui a débordé largement des « taches » de notre carte) car constamment mouvante, en fonction des parachutages, de la répression, des cibles de leur action – laquelle s'acheva souvent par l'investissement d'une ville.

(1) Pour cartographier les maquis d'un département, le Service Historique de l'Armée de Terre a dû adopter un format avoisinant 0,80 x 0,80 m (cf. la série des « Historiques des unités combattantes de la Résistance », du général de la Barre de Nanteuil).
(2) *Les services secrets du général de Gaulle*, Perrin, 2009.
(3) S. Albertelli en a reproduit une dans l'*Atlas de la France libre* (Autrement, 2010, p. 68).

Les activités de MER

l'association des amis de la Fondation de la Résistance

Le nouveau logo de MER confirme et renforce notre filiation avec la Fondation de la Résistance dans le cadre d'un graphisme plus actuel.

Nos prochains rendez-vous

C'est autour des « soixante-dixièmes anniversaires » que se dérouleront tant en province qu'à Paris nos rencontres, nos conférences et nos rendez-vous du souvenir au cours de ce premier semestre…

À **Dijon**, le 14 mars, à l'initiative de **Jeannine Calba**, **Claire Andrieu** évoquera à l'Institut des Sciences politique la création du Conseil National de la Résistance et son rôle social et politique dans la France de l'après-guerre.

À **Paris**, lors de notre prochaine AG – le 24 juin – **Christine Levisse-Touzé** répondra à cette belle problématique : comment devient-on Jean Moulin ? Tandis que l'historien **Laurent Douzou** évoquera les hommes et les différents mouvements de la Résistance qui siégèrent au CNR pour la première fois le 27 mai 1943.

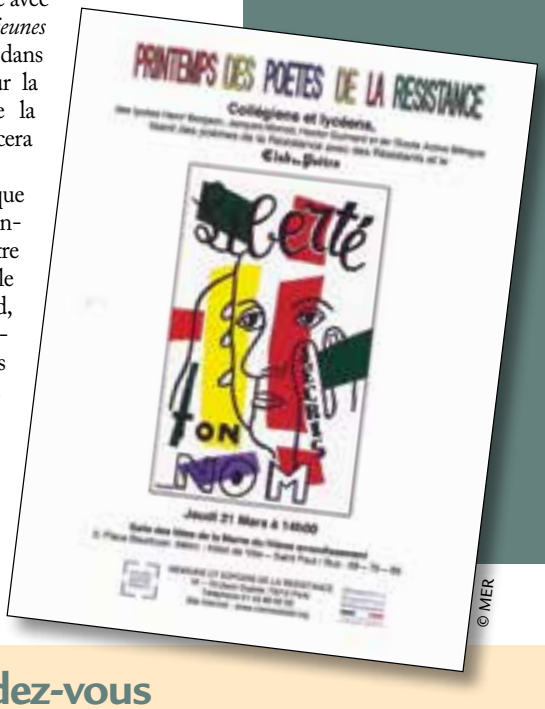
Aux **Andelys**, comment des élèves du lycée Jean Moulin se représentent-ils ce héros « *qui refusant de se soumettre tentera de se suicider* » ? Le 5 avril une exposition initiée par **Martine Seguela** et ses élèves y répondra en présentant les travaux réalisés par les élèves sur ce chef de l'armée de l'ombre et sur le mot « Résister ».

La **Provence** le 28 mai se souviendra que Max y fut parachuté dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942 en compagnie de Raymond Fassin et d'Hervé Monjaret. L'occasion pour **François-René Cristiani-Fassin** d'organiser, à Salon-de-Provence, rencontres et colloques sur l'année 1943, le CNR, et Caluire.

À **Paris**, à la Mairie du 15e arrondissement, au mois de mai, nous rendrons hommage à la jeunesse résistance. Le 7 mai au cours d'un après-midi historique et pédagogique avec la projection d'un film sur les *Cinq jeunes Martyrs de Buffon*, puis le 30 mai dans les jardins du Luxembourg et pour la première fois, un Compagnon de la Libération, **Louis Cortot**, prononcera l'hommage aux étudiants résistants.

Le 21 mars, à **Paris**, comme chaque année, MER participera au Printemps des Poètes. Les élèves de quatre lycées parisiens accompagnés par le Club des poètes, réciteront Éluard, Aragon, Emmanuel d'Astier, Madeleine Riffaud, Desnos… tous les plus beaux poèmes connus ou inconnus de la Résistance.

Pour chaque manifestation le lieu précis et les horaires sont indiqués sur le site : www.memoresist.org



© MER

1-2. Photos Marc Fineltin

3. Photo Patricia Arzel-Mazet

1–2. Rencontres et dédicaces du livre résistant.
3. Le Palais des Arts à Vannes.

Nos derniers rendez-vous

• Le 1er décembre à **Paris**, pour la première fois au cours de nos « Rencontres et dédicaces du livre résistant » ont été présentés quelques originaux de publications clandestines et de livres édités « sous le manteau ». Cette présentation, sous vitrine, donnait un aperçu de ce que furent « les écrits clandestins sous l'occupation ». Se côtoyaient : la première publication de la France Libre, *Quatorze juillet*, une édition clandestine imprimée à Lille du livre de Saint-Exupéry *Pilote de Guerre*, un *Bulletin d'informations de la France Libre* de février 1942 du Comité franco-uruguayen, l'essai d'André Breton *Arcane 17* publié chez Brentano's à New-York et dédicacé à Julien Green et bien d'autres très rares documents. Bien sûr, comme chaque année, les dernières parutions historiques étaient présentes comme celles de **José Aboulker** – *La Victoire du 8 novembre 1942* préfacée par **Jean-Louis Crémieux-Brilhac** –, d'**Henri Baugé**, Compagnon de la Libération – *20 ans en 1940* –, de **Roger Bourderon** – *Le PCF à l'épreuve de la guerre*–, **Jean-Mathieu Boris** – *Combattant de la France Libre*–, de **Pierre Favre** – *La faune de la collaboration* –, **Vladimir Trouplin** – *La flamme de la Résistance. Les cinq communes compagnon de la Libération.*

• Fin novembre à la **Sorbonne**, dans le Grand amphithéâtre, MER a organisé la présentation du thème du CNRD 2012-2013 : « Communiquer pour Résister ». Cet après-midi très pédagogique, présidé par **Jacques Vistel**, président de la Fondation de la Résistance, réunissait deux anciens résistants **Jean-Marie Delabre** et **Marcel Jaurant-Singer** et deux historiennes **Christine Levisse-Touzé** et **Émeline Vanthuyne**. Vingt classes de lycéens et collégiens de l'Île-de-France étaient présentes. Depuis décembre et jusqu'à ce jour les présentations pédagogiques et la promotion du CNRD se sont activement poursuivies en coopération avec les services départementaux de l'ONACVG.

À **Vannes** avec **Patricia Arzel-Mazet**, à **Dijon** avec **Jeannine Calba**, à **Montauban** avec **Robert Badinier** – où cette présentation était jumelée à un hommage au général Raoul Magrin-Vernerey dit *Monclar*, Compagnon de la Libération dont la famille était originaire du Tarn-et-Garonne. Présentation très réussie aussi dans le Midi au **Muy** et à **Toulon** avec **Claude Roddier**, à **Salon-de-Provence** avec **François-René Cristiani-Fassin**, en Charente-Maritime au collège du **Pertuis d'Antioche** dans l'Île d'Oléron avec **Jacques Jamain**, et à **Évreux** avec **Martine Seguela**.

Jean Novosseloff

Vient de paraître

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Un préfet dans la Résistance.
Arnaud Benedetti.
CNRS éditions, 318 p., 20 €.

1939-1945.
Le Chablais
dans la tourmente.
Comité chablaisien
de l'Association Nationale
des Anciens Combattants
et Amis de la Résistance
(ANACR)
Éditions de l'ANACR Chablais (BP 40070 – 74202 Thonon-les-Bains cedex), collection Regards sur la Résistance en Chablais, 180 p. 10 €.

Affiche-action. Quand la politique s'écrit dans la rue.
Sous la direction de Béatrice Fraenkel, Magali Gouiran, Nathalie Jakobowicz
et Valérie Tesnière.
Avant propos de Jean-François Balaudé, président de l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense. Gallimard/BDIC, 144 p. 24 €.
Catalogue de l'exposition « Affiche-action, quand la politique s'écrit dans la rue » présentée à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (Hôtel national des Invalides à Paris) du 14 novembre 2012 au 24 février 2013.
On lira plus particulièrement l'article « La Résistance : une parole libre, éclairante et mobilisatrice » de Guy Krivopissko (pp. 104- 111).

Résistant à seize ans.
Roger Zannelli.
Éditions les Passionnés de Bouquins (09 82 61 08 85– www.les-passionnes-de-bouquins.com), 108 p., 12€
Roger Zannelli n'a que 13 ans en 1939. Malgré son très jeune âge, il décide rapidement de s'engager dans la résistance urbaine participant à de nombreux coups de mains. Arrêté et brutalisé par les Allemands, il parvient à leur échapper et rejoint alors les maquis du haut-beaujolais afin de poursuivre la lutte contre l'occupant. En septembre 1944, il participe à la libération de Lyon.

Maquis noirs et faux maquis.
Fabrice Grenard
Éditions Vendémiaire, 220 p., 8€
Nouvelle édition revue et augmentée. Voir le compte rendu de la première édition dans *La Lettre* n° 69 de juin 2012, p. 14.

Vérités officielles.
Comment s'écrit l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.
Jean-Baptiste Pattier.
Vendémiaire, 218 p., 18.50 €.

Françoise Pène.
La vie d'une femme résistante.
Françoise Pène.
Éditions Grandvaux (02 48 58 52 32), 232 p., 15 €.

Histoire de la Résistance 1940-1945.
Olivier Wieviorka.
Perrin, 574 p., 25 €.

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Magazine *Géo-Histoire*, numéro spécial janvier-février-mars 2009 «1939-1945. Retour sur les terres de la Résistance», 134 p., 6.50 €.
C'est à un voyage exceptionnel, à travers les maquis qui peuplèrent la France résistante, des landes du Morbihan aux bois du Morvan, du plateau de Glières au Mont Mouchet, des maquis du Jura au massif du Vercors, que nous convie ce numéro trimestriel de *Géo-Histoire*.
Ce voyage sur les terres de la Résistance est illustré d'un très beau reportage photographique qui conduit le lecteur, du plateau de l'Aubrac aujourd'hui verdoyant et hier rebelle, de la Drôme provençale reposée, hier terre d'asile de René Char, à la Pension Beauvalon de Dieulefit, ou encore de cette terre de Justes que fut le Chambon-sur-Lignon au paysage de l'Ariège dont les terribles cols défiaient les passeurs et les fugitifs en quête de Liberté.
Dans ce numéro, des historiens éminents spécialistes de la Résistance apportent leur contribution. François Marcot, explique comment ces maquis nés, dès la fin de 1942, de l'initiative spontanée de quelques hommes qui refusent la réquisition de travailleurs pour l'Allemagne, furent le terreau d'où se leva la lutte contre l'occupant et le maquis *«Admiré, craint, blâmé… devint un mythe, parce qu'en pleine Occupation, il crée un espace de Liberté»*.
Éric Alary, auteur de *La ligne de démarcation* (chez Perrin) décrit les filières d'évasion qui partaient de Paris, de Toulouse, du Cotentin vers la ligne de démarcation, cette blessure de la France, et que des passeurs, résistants méconnus, au péril de leur vie aidaient le soldat traqué et le juif persécuté.
Jacques Maigne entraîne le lecteur avec de belles photos en Ariège où aujourd'hui encore, des vétérans aux rudes visages de montagnards, refont avec leurs proches les chemins qu'ils ont empruntés, au péril de leur vie pour conduire vers la liberté tous les évadés de France.
Jean-François Muracciole explique comment une armée de réfractaires, des citadins pour la grande majorité s'installa dans les montagnes, combien leur ravitaillement posa de problèmes et comment ces réfractaires se transformèrent en combattants.
Au fil de la lecture de cette très belle revue on revit l'histoire de tous ces lieux où grondait la révolte conduite par quelques grandes figures emblématiques, comme la forêt limousine avec Guingouin, les Glières et sa légende.
L'historien Marc Ferro, affecté à l'état-major du Vercors en juillet 1944 comme géographe, témoigne de la vie de tous les jours, de sa dangerosité : *«J'avais appris à repérer une branche ou une pierre pouvant cacher une mine»*.
Ces belles pages qui font revivre ces terres de la Résistance sont ponctuées de témoignages de Résistants aux traits burinés par l'air et les ans, mais aussi par les propos des filles et fils qui entretiennent le souvenir de ces vétérans.
Un très beau reportage photographique de Marc Riboud qui, à 20 ans, avait pris les armes pour défendre le plateau du Vercors clôt cette revue.

Jean Novosseloff

Adaptation en bande dessinée d'un récit d'un maquisard du Vercors

Vercors... Pays de la Liberté...
Histoire d'un miraculé.
Reymond Tonneau.
Préface de l'Abbé Pierre.
Éditions du Signe (03 88 78 91 91 – www.editionsdusigne.fr), 256 p., 18 €.

À 18 ans sous les balles du Vercors (Bande dessinée).
Auteur/illustrateur : Norma.
Préface de Coline Serreau.
Éditions du Signe, 48 p., 12 €.

Les éditions du Signe, après avoir publié le récit de Reymond Tonneau, jeune résistant rescapé par miracle du maquis du Vercors, ont repris et adapté cette histoire palpitante sous la forme d'une bande dessinée.

Activités du département AERI

Exposition virtuelle

« La Médaille de la Résistance française 1943-2013 »
http://www.museedelaresistanceenligne.org

La Croix de la Libération, créée à Brazzaville le 16 novembre 1940 par le général de Gaulle, était destinée à récompenser des services exceptionnels dans des situations exceptionnelles. La Médaille de la Résistance, instituée à Londres le 9 novembre 1943 par le général de Gaulle également, devait, quant à elle, reconnaître les *« actes remarquables de foi et de courage qui en France, dans l'Empire et à l'étranger auront contribué à la résistance du peuple français contre l'ennemi et ses complices depuis le 18 juin 1940 »*.

La Médaille de la Résistance a été attribuée à 62 751 personnes, dont 24 463 à titre posthume. 4 441 médailles avec rosette ont été décernées. Elle a également été décernée à 22 unités militaires, 18 collectivités territoriales (17 villes ou villages de métropole et à la Nouvelle-Calédonie), ainsi qu'à 15 collectivités civiles (écoles et universités, hôpitaux, associations, mouvements de résistance, services de police, sapeurs-pompiers, radio, communautés religieuses et scouts). Cette médaille n'est plus décernée depuis 1947, sauf à titre posthume.

L'exposition virtuelle retrace l'histoire de cette décoration emblématique et de ses récipiendaires autour de cinq thématiques : les aspects législatifs, les variantes de la médaille et de son diplôme, les attributions individuelles et collectives, les institutions, et les liens entre l'Ordre de la Libération et la Médaille de la Résistance.

Fondation de la Résistance-DAERI

1 - Insigne métallique des sapeurs-pompiers de Belfort créé en 1948.
2 – Insigne métallique de l'*Aconit*. Cette corvette des Forces navales françaises libres a reçu la Médaille de la Résistance par décret du 29 novembre 1946. Elle a également reçu la croix de campagnon de la libération.
3 - Odette Marsingot est décorée de la Croix de guerre et de la Médaille de la Résistance par le général Domino, commandant la 2e région aérienne à la caserne des Tourelles, le 27 juillet 1946.

4 - Diplôme de la Médaille de la Résistance 2e modèle.
5 - Modèle dit « de Londres » de la Médaille de la Résistance frappée en 1943

1 - collection Patrice Pruniaux; 2 - Musée de l'Ordre de la Libération3, 4 et 5 - collection Maurice Bleicher

Fondation de la Résistance-DAERI

DVD-ROM
La Résistance dans la Marne

Coédité par le département AERI de la Fondation de la Résistance et le Centre régional de documentation pédagogique de l'Académie de Reims, le DVD-Rom *La Résistance dans la Marne* s'inscrit dans la collection nationale « Histoire en mémoire 1940-1945 ».

Il s'appuie sur les enquêtes réalisées dans le cadre du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et de l'Institut d'histoire du temps présent, ainsi que sur les acquis de la recherche universitaire fondés sur le croisement de sources multiples, publiques et privées, complétés par un inventaire de la « mémoire de la pierre » et par les collections de plusieurs musées. Les auteurs, Jocelyne et Jean-Pierre Husson, professeurs d'histoire à la retraite, y ont intégré les contributions d'Hervé Chabaud, éditorialiste au journal *L'Union de Reims*, d'Élisabeth Yverneau-Glasser et de Céline Biava, professeures d'histoire.

Centrée initialement sur l'histoire de la Résistance dans la Marne, la recherche s'est étendue à l'action clandestine longtemps méconnue des Marnais en dehors de la Marne et aux Marnais qui ont combattu dans les rangs de la France Libre. Ce travail d'histoire et de mémoire à vocation pédagogique mais destiné à tous les publics, constitue un outil de référence très documenté. Le DVD-Rom est constitué de trois bases de données (« personnes », « lieux de mémoire » et « chronologie »), de plus de 2 000 notices thématiques et biographiques, d'un fonds de plus de 3 000 photographies, de nombreux documents d'archives et de témoignages, de cartes, d'une trentaine de courtes vidéos et d'un inventaire des lieux de mémoire par commune.

Il présente un bilan de l'histoire de la Résistance et plus généralement de la Seconde Guerre mondiale dans la Marne, étudiée dans sa diversité et dans sa complexité.

Les expositions virtuelles à venir

En hommage à la Résistance intérieure, sont prévus au printemps 2013 :

- une exposition virtuelle sur le **CNR** (Conseil national de la Résistance),

- une exposition virtuelle sur **Jean Moulin par les objets**, en partenariat avec le Musée du général Leclerc de Hauteclocque, Musée Jean Moulin (Paris-Musées),

En complément, un mini-site de géo-localisation, **www.itineraires-Jean-Moulin.fr**, propose au public des outils numériques pour découvrir les lieux, les événements, les personnes qui ont accompagné ou croisé le parcours de Jean Moulin.
Le site web comprendra des programmes audiovisuels et donnera accès à l'ensemble de la documentation collectée, une information continue, notamment sur les événements qui se dérouleront tout au long des manifestations de commémoration et des ressources pédagogiques à destination des élèves et des professeurs…

Photo Frantz Malassis

Début novembre 2012, Stéphane Hessel à son domicile parisien répondait à nos questions sur le traité de l'Élysée (voir son entretien dans *La Lettre de la Fondation* n° 71).

Disparition de Stéphane Hessel

Fils de l'écrivain Franz Hessel et d'Helen Gründ, Stéphane Hessel est né à Berlin le 20 octobre 1917. Arrivé à Paris en 1924 où il fait de brillantes études, il est naturalisé Français avant la guerre. En 1939, Stéphane Hessel, jeune normalien, est mobilisé comme officier dans la Sarre.

Fait prisonnier par l'armée allemande, il s'évade après avoir entendu parler de l'Appel du 18 juin et tente de rejoindre la France Libre à Londres. En mars 1941, il arrive en Angleterre et après une formation de navigateur observateur, il rejoint les Forces Aériennes Françaises Libres. En mars 1942, il fait partie du BCRA. Souhaitant regagner la France et participer à la lutte clandestine, il obtient la direction de la mission *Greco*, chargée d'organiser la couverture radio sur l'ensemble du territoire français en vue du débarquement. Dénoncé, Stéphane Hessel est arrêté en juillet 1944. Déporté à Buchenwald, il est transféré ensuite à Dora où il échappe de peu à la pendaison. Face à l'avance alliée, les Allemands se replient vers le nord et, au cours d'un transfert, Stéphane Hessel saute du train et rejoint les forces armées américaines à Hanovre.

Dès son retour des camps nazis, il participe à la construction de la nouvelle institution de l'ONU dont il occupe un poste au secrétariat général à New-York (1946-1950). Il trouve là le terrain propice au projet de toute sa vie : œuvrer en faveur d'un monde pacifique et ouvert. Par la suite, faisant carrière dans la diplomatie, il occupe divers postes en Afrique et devient le champion de la défense des Droits de l'Homme. Il est élevé à la dignité d'Ambassadeur de France en 1981.

Stéphane Hessel était membre fondateur de la Fondation de la Résistance. Il s'est éteint dans la nuit du 26 au 27 février 2013 à son domicile parisien. Les honneurs militaires lui ont été rendus dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides le jeudi 7 mars.

Frantz Malassis

Hommage à la Résistance intérieure

DR

Dans le cadre des commémorations du 70e anniversaire de l'année 1943 et de l'hommage à la Résistance intérieure qui sera ainsi rendue par la Nation, le ministère de la Défense a largement associé la Fondation de la Résistance à l'organisation de cette saison mémorielle 2013.

La figure de Jean Moulin – et, à travers lui, celle des grands chefs de mouvements et de réseaux – sera mise en avant. Plusieurs axes commémoratifs sont ainsi retenus : l'unification de la Résistance, le programme du Conseil national de la Résistance, les maquis, la libération de la Corse.

Un site internet dédié à ce cycle commémoratif est déjà en ligne afin d'informer le public des différentes initiatives nationales et régionales.

http://www.hommageresistance2013.fr

La fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation

En 2009, la fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation a été créée à l'initiative de la Fondation de la Résistance et de la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Il s'agissait alors de relancer sous une forme nouvelle une initiative de la CNCVR datant de 1992 qui avait abouti à la constitution d'une association nationale des lauréats qui était tombée en désuétude. Cependant, au niveau départemental, des groupements actifs et efficaces subsistaient dans l'Aisne, les Bouches-du-Rhône, la Marne et le Var. Le but commun de ces associations est de maintenir le lien né lors de la participation au concours de jeunes collégiens et lycéens qui se sont investis au-delà du strict programme de leurs classes dans l'étude d'un thème relatif à l'histoire de la Résistance ou de la Déportation pendant la période de l'occupation de l'Europe par les nazis et leurs complices.

Cette mobilisation des jeunes générations est plus que jamais d'actualité. La forme nouvelle de « fédération » a semblé plus appropriée que l'ancienne afin de s'appuyer sur l'existant plutôt que de se substituer à l'initiative locale. La fédération reçoit l'adhésion des groupements académiques et départementaux et permet aussi l'adhésion directe lorsqu'aucune organisation locale n'existe.

Le nouvel arrêté ministériel du 21 décembre 2009 relatif au Concours national de la Résistance et de la Déportation reconnaît l'existence de la fédération des lauréats qui a désormais sa place dans le jury national et dans les jurys départementaux.

Les membres de la fédération peuvent :

- assurer la promotion du concours avec les associations de Résistance et de Déportation,
- créer une association régionale ou départementale affiliée à la Fédération,
- participer au jury départemental et à la remise annuelle des prix,
- organiser des actions de mémoire sur la Seconde Guerre mondiale (exposition, conférences, cérémonies…).

Nous invitons vivement nos lecteurs à diffuser cette information auprès des jeunes qu'ils rencontrent lors des entretiens préparatoires aux épreuves du concours.

Jean Gavard
vice-président de la Fondation de la Résistance

Renseignements :
Fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation – 16-18, place Dupleix – 75015 Paris ou sur le site de la Fondation de la Résistance :
www.fondationresistance.org

DR